



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité



Service acheteur : Plate-forme commissariat ouest (PFC-O) Division Achats Publics Bureau Achats de Fournitures et Services Quartier Foch - BP 22 - 35998 - Rennes cedex 9	SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044 (à utiliser pour la facturation électronique) <i>SIRET PFC-O : 130 015 407 00013</i> <i>(pour information)</i>
Service exécutant : Plate-forme commissariat ouest (PFC-O) Division Finances - Bureau exécution - Section Fournitures et Services Quartier Foch/BP 22 - 35998 Rennes cedex 9. Code service exécutant (SE) : D0410U5035 (à utiliser pour la facturation électronique)	Comptable assignataire : Direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFIP 29) 4 Square Marc Sangnier - CS 92839 29 228 Brest Cedex 2 ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr – 02.98.80.55.55
Points de contact : Procédure – suivi d'exécution : pfc-ouest.dap-bfs.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr Facturation – paiement : isabelle.le-miere@intradef.gouv.fr	

MARCHÉ PUBLIC

Location et maintenance d'un système de détection incendie provisoire et démontable pour les infrastructures de l'Établissement Logistique du Commissariat des Armées d'Angers (49).

Code CPV : 31625100-4 – Systèmes de détection d'incendie

Cahier des clauses particulières (CCP)

Marché de défense ou de sécurité

Niveau de classification¹ :

MD	MA	MS	NP
		X	

Références du marché :



Procédure : **DAF_2025_001023**



Marché² : **N°**

notifié le



Engagement juridique² : **EJ n°**

¹ Marché sensible

² Références complétées par le service acheteur après notification

Table des matières

1^{ère} partie – Cahier des Clauses Administratives Particulières	4
Article 1 - Caractéristiques générales du marché	4
1.1 - <i>Objet du marché</i>	4
1.2 - <i>Forme et étendue</i>	4
1.3 - <i>Durée du marché et délai d'exécution</i>	4
1.4 - <i>Parties prenantes</i>	4
Article 2 - Liste des pièces contractuelles	5
Article 3 - Responsabilité et sécurité	5
3.1 - <i>Correspondant du titulaire en charge du suivi du marché</i>	5
3.2 - <i>Confidentialité / Protection des données</i>	5
3.3 - <i>Modalités d'accès sur le site de l'ELOCA d'Angers</i>	5
3.4 - <i>Clauses de sécurité, de santé des personnes et environnementales</i>	6
3.5 - <i>Protection de la main d'œuvre et conditions de travail</i>	6
3.6 - <i>Evolution de la situation juridique du titulaire</i>	7
3.7 - <i>Assurance</i>	7
3.8 - <i>Attestations fiscales et sociales</i>	7
Article 4 - Modalités d'exécution du marché	7
4.1 - <i>Bon de commande</i>	7
4.2 - <i>Obligation de conseil et d'information</i>	8
4.3 - <i>Obligation de résultat</i>	8
4.4 - <i>Garanties relatives aux fournitures</i>	8
4.5 - <i>Réparation des dommages</i>	8
Article 5 - Modalités de contrôle d'exécution	8
5.1 - <i>Opérations de vérification</i>	8
5.2 - <i>Issue des opérations de vérification</i>	9
5.3 - <i>Déclaration des incidents</i>	9
5.4 - <i>Défaillance du titulaire</i>	9
5.5 - <i>Pénalités</i>	9
Article 6 - Modalités financières	10
6.1 - <i>Forme des prix</i>	10
6.2 - <i>Contenu des prix</i>	10
6.3 - <i>Révision des prix</i>	10
6.4 - <i>Clause butoir</i>	11
6.5 - <i>Forclusion</i>	11
6.6 - <i>Avance</i>	11
6.7 - <i>Dématérialisation des factures</i>	11
6.8 - <i>Contenu des factures</i>	11
6.9 - <i>Règlement du marché</i>	11
6.10 - <i>Délai global de paiement</i>	11
6.11 - <i>Intérêts moratoires</i>	12
6.12 - <i>Garanties</i>	12
6.13 - <i>Nantissement – cession de créance</i>	12
Article 7 - Clause de réexamen	12
7.1 - <i>Changement de matériel ou modification de l'installation</i>	12
7.2 - <i>Révision de prix exceptionnelle</i>	12
Article 8 - Litiges, différends	13
8.1 - <i>Règlement amiable des différends</i>	13
8.2 - <i>Contentieux</i>	13
8.3 - <i>Résiliation</i>	13
Article 9 - Démarche relations fournisseurs / RFAR	13
Article 10 - Certification de bonne exécution de marche	13
Article 11 - Dispositif social du militaire blessé - Dispositif non obligatoire	14
Article 12 - Dérogations au CCAG/FCS	16
2^{ème} partie – Cahier des Clauses Techniques Particulières	17
Article 13 - Objet de l'accord cadre	17
Article 14 - Contexte	17
Article 15 - Adresse de livraison et correspondants	17

Article 16 – Sécurité d'emploi, normes et réglementations	18
16.1 – Personnel	18
16.2 – Matériel	18
16.3 – Système de détection incendie	18
16.4 – Devoir de conseil	18
Article 17 – Caractéristiques techniques du besoin	19
17.1 - Description générale	19
17.2 – Mise en place du système	19
17.3 – Spécifications techniques particulières	20
17.4 – Location du système	20
17.5 – Maintenance du système	20
17.6 – Formation du personnel de l'ELOCA d'Angers	20
17.7 – Pose et dépose du système pendant la phase d'exécution du marché	20
17.8 – Dépose totale du système	21
17.9 – Documentations obligatoires	21
ANNEXE 1 au CCP – Fiche incident	22

1^{ère} partie – Cahier des Clauses Administratives Particulières

Article 1 - Caractéristiques générales du marché

1.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet la location et la maintenance d'un système de détection incendie provisoire et démontable ainsi que des prestations accessoires, pour les infrastructures de l'Etablissement Logistique du Commissariat des Armées d'Angers (ELOCA d'Angers - 49).

Le marché comprend les postes et sous postes suivants :

- Poste 1 : Prestation installation et démontage, avec
 - Sous-poste 1.1 : Pose du système incendie provisoire (formation initiale incluse),
 - Sous-poste 1.2 : Dépose du système incendie provisoire,
- Poste 2 : Location annuelle du SSI (maintenance et assistance téléphonique incluses),
- Poste 3 : Formation à l'utilisation du SSI.

1.2 - Forme et étendue

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande passé en vertu des articles L2325-1-1°, R.2362-1, R.2362-2, R.2362-5 et R.2362-8 du code de la commande publique.

Le marché est conclu sans minimum et avec **un montant maximum de 442 000 € HT**.

1.3 - Durée du marché et délai d'exécution

1.3.1 – Durée du marché :

Le marché est passé pour une durée ferme de 5 ans à compter de sa date de notification.

1.3.2 – Délai d'exécution :

L'exécution débute à la date de notification du marché, et selon les modalités décrites à l'article 17.2 du CCTP.

La location du système qui comprend la maintenance préventive, curative et l'assistance téléphonique, débute à compter de la mise en route du système de détection incendie, programmée **le 1er janvier 2026**. Au début du marché puis tous les ans, un bon de commande est transmis au titulaire pour la prestation de location d'une période d'exécution d'un an.

La location prend fin à compter de la bascule définitive entre le système de détection incendie provisoire et le futur système permanent (cf. l'article 14 du CCTP, Contexte). Avec un préavis d'au moins deux mois avant cette bascule, la PFC-O notifie au titulaire la date de fin de location du système par l'émission d'un ordre de service (OS). L'exécution du bon de commande en cours pour la prestation de location se termine donc à cette date. La facturation s'appliquera selon les modalités décrites à l'article 6.9 du CCP.

A l'issue de la notification de cet OS, le titulaire reçoit un bon de commande pour la dépose du système.

1.4 - Parties prenantes

1.4.1 - Acheteur :

L'acheteur (PFC-O) agit pour toutes les formalités de notification du marché, de modification du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation, d'émission des bons de commande. Il agit au profit du bénéficiaire suivant : Etablissement Logistique du Commissariat des Armées d'Angers 88 avenue Jean Boutton 49130 Les Ponts de Cé.

1.4.2 - Titulaire :

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement de plusieurs opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire. En cas d'accord-cadre, préciser l'éventuelle absence d'exclusivité.

1.4.3 - Langue :

Toutes les réunions ou correspondances requièrent l'usage du français.

Article 2 - Liste des pièces contractuelles
--

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent marché et les annexes à l'acte d'engagement, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/FCS est disponible sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/NP relative à la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles,
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché. Le code de la commande publique est consultable sur le site Internet Légifrance :

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

Article 3 - Responsabilité et sécurité

3.1 - Correspondant du titulaire en charge du suivi du marché

Le titulaire désigne, pour la durée du marché, une personne qualifiée ayant la responsabilité de prendre ou de faire prendre toutes les décisions à son nom, et dont les principales missions sont le suivi administratif et technique du contrat. Le titulaire communiquera le nom du correspondant lors de la première prise de contact après la notification du marché.

3.2 - Confidentialité / Protection des données

A l'occasion de l'exécution du contrat, le titulaire est tenu au respect de l'obligation de confidentialité conformément à l'article 5 du CCAG FCS.

Le titulaire garde et fait garder secrets tous faits, documents et informations dont lui-même ou ses employés auront ou pourront avoir connaissance directement ou indirectement du fait ou à l'occasion du contrat. La présente obligation est une obligation continue qui restera en vigueur sans limitation de durée après la cessation du contrat, pour quelque cause que ce soit.

3.3 - Modalités d'accès sur le site de l'ELOCA d'Angers

L'accès au site et aux installations de l'ELOCA d'Angers se fait aux conditions et sous le contrôle du responsable de l'organisme.

Dès la notification du marché, le titulaire fournit une liste nominative du personnel présent sur le site, accompagnée des biodatas. La transmission des documents doit se faire avec un préavis de 7 jours. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste.

Si un personnel de la société titulaire du marché souhaite se rendre sur le site, il devra prendre rendez-vous auprès de l'ELOCA d'Angers. L'administration pourra refuser l'accès au site en cas d'absence de rendez-vous ou de transmission des biodatas.

3.4 - Clauses de sécurité, de santé des personnes et environnementales

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire peut également, de manière volontaire, mettre en œuvre des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le transport, en lien avec la réduction des émissions de CO2.

3.5 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Le titulaire doit être en mesure de justifier de leur respect sur simple demande de l'acheteur.

Les dispositions de l'article 6 du CCAG/FCS s'appliquent et sont complétées par les éléments ci-après :

3.5.1 – Travailleurs étrangers :

Les travailleurs étrangers autorisés à séjourner en France ne peuvent exercer une activité professionnelle salariée en France sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de travail (un contrat de travail visé par l'autorité administrative ou une autorisation de travail).

3.5.2 – Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes :

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employé à l'exécution des prestations, seront conformes à la réglementation en vigueur.

3.5.3 – Travail dissimulé :

En application de l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 modifiant l'article L 8222-6 du code du travail, sans préjudice des articles L 8222-1 à L 8222-3, et après avoir été informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8222-3 et L 8222-5, la PFC-O enjoindra aussitôt celui-ci de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire mis en demeure, apportera à la PFC-O, dans un délai de 2 mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut, le marché pourra être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

La PFC-O informera l'agent de contrôle auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

3.6 - Evolution de la situation juridique du titulaire

Tout changement affectant le titulaire (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre) ou les cotraitants éventuels, intervenant lors de l'exécution du contrat doit être porté à la connaissance de la PFC-O dans les meilleurs délais suivant le fait générateur par tout moyen permettant d'en accuser réception.

La personne publique ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur les documents contractuels, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

3.7 - Assurance

Le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché.

3.8 - Attestations fiscales et sociales

Le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code de travail en respectant les dispositions de l'article D 8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

L'attestation de régularité fiscale peut être demandée :

- au service des impôts des entreprises (SIE) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (en utilisant le formulaire n°3666) ;
- en ligne sur impots.gouv.fr pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (délivrance en temps réel).

Article 4 - Modalités d'exécution du marché

4.1 - Bon de commande

L'acheteur adresse le bon de commande au titulaire par voie dématérialisée à l'adresse communiquée par le titulaire avec AR permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception.

Un bon de commande est émis pour chacune des étapes suivantes:

- pour la pose du système et la formation en début de marché,
- pour la location du système : à chaque nouvelle période de location,
- pour toute nouvelle demande de formation en cours d'exécution du marché,
- pour la dépose du système.

Le bon de commande comporte notamment les indications suivantes :

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - la référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ; - numéro et date de commande ; - nature des prestations ou quantité des fournitures à livrer ; | <ul style="list-style-type: none"> - période d'exécution des prestations ou date de livraison; - lieu d'exécution ; - montant HT, montant de la TVA, montant TTC ; - les coordonnées (téléphone et courriel) de la personne à contacter éventuellement. |
|--|---|

Le titulaire accuse réception du bon de commande. En l'absence d'accusé de réception au-delà de 72 heures, la date figurant sur le compte rendu d'émission de l'administration vaudra date de notification.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans sa totalité et dans les délais prévus, il doit en informer par écrit l'ELOCA d'Angers.

La signature du bon de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

4.2 - Obligation de conseil et d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'administration tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du marché et de proposer des actions pour y remédier. L'administration s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

4.3 - Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble de ses obligations vis-à-vis de l'administration.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation, à ses frais et sans augmentation des montants initiaux du marché, d'une prestation conforme.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à maintenir les équipements en parfait état de fonctionnement et de la remise en état du matériel défectueux.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations (horaires, délais d'exécution, documents administratifs, exigences techniques, etc.).

4.4 – Garanties relatives aux fournitures

Les fournitures neuves ou reconditionnées sont exemptes de tout défaut ou vice susceptible de nuire à leur aspect, leur emploi et leur durée de vie.

4.5 – Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG / FCS :

- si le bénéficiaire est responsable des dommages causés au matériel loué, l'acheteur s'engage à indemniser le titulaire,
- si le dommage provient du titulaire, il s'engage à remplacer le matériel à ses frais.

Le titulaire reste responsable de la conformité et de la bonne exécution du matériel fourni.

Article 5 - Modalités de contrôle d'exécution

Toutes les installations de matériel, que ce soit au début du marché ou pendant son exécution, donneront lieu à des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées et le bon fonctionnement du système de détection incendie avec les spécifications du marché.

Par dérogation aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérifications destinées à constater que les prestations répondent aux exigences du marché sont réalisées par le bénéficiaire et effectuées dans les conditions suivantes :

5.1 - Opérations de vérification

Chaque livraison fait l'objet d'une vérification qualitative et quantitative. Elles sont effectuées sur le lieu de livraison par les services de l'ELOCA d'ANGERS.

5.1.1 – Vérification quantitative

Un rapprochement est effectué entre le matériel installé et le matériel proposé dans l'offre technique du titulaire. Les quantités et les équipements installés doivent être identiques.

5.1.2 – Vérification qualitative

Un premier contrôle visuel de la qualité des équipements est effectué à leur réception. Le titulaire devra réaliser des essais de bon fonctionnement du système de détection incendie en présence d'un responsable de l'ELOCA d'Angers. Ils seront validés par un représentant de l'ELOCA d'Angers si les résultats sont conformes aux exigences du marché.

5.2 - Issue des opérations de vérification

A l'issue des opérations de vérification, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejets sont réalisées par le bénéficiaire.

En cas d'admission, le bénéficiaire établira la constatation du service fait. Un service fait est établi pour chaque bon de commande.

5.3 - Déclaration des incidents

Tout dysfonctionnement du système de détection incendie survenant pendant son utilisation fera l'objet d'une demande d'intervention au titulaire selon les exigences indiquées dans le CCTP. Dans le cas où le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles, l'ELOCA d'Angers établira une déclaration d'incident au titulaire.

Les incidents constatés dans l'exécution du marché seront mentionnés par écrit de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire. Ils feront l'objet de la transmission d'une fiche d'incident (annexe 1 du CCP) transmise à l'acheteur afin d'effectuer les éventuels calculs de réfaction ou de pénalité (article 5.5 du CCP).

Ces constatations non conformes au moment de l'exécution des différentes opérations peuvent entraîner le changement de matériel ou une modification de l'installation. Les frais seront à la charge du titulaire.

5.4 - Défaillance du titulaire

Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement la prestation. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par l'acheteur de l'article 45 du CCAG/FCS (exécution aux frais et risques du titulaire).

5.5 – Pénalités

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG/FCS, si le titulaire n'exécute pas ses prestations selon les exigences du marché, il encourt les pénalités suivantes :

Type de pénalité	Description	Formule de la pénalité
Indisponibilité de l'assistance téléphonique 24/24 et 7/7	Dans le cas où l'assistance téléphonique est indisponible.	50 € par heure d'indisponibilité à partir de la 2 ^{ème} heure
Délais d'intervention	Non-respect du délai contractuel pour toute demande d'intervention	$P = R \times 50 \text{ €}$ P = le montant de la pénalité, R = le nombre de jours ouvrés de retard

Les pénalités ne seront pas appliquées dans le cas où une prolongation de délai d'exécution est accordée par l'ELOCA d'Angers au titulaire si ce dernier subit un événement exceptionnel non prévisible.

- *Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total cumulé ne dépasse pas 300 euros HT pour une période d'exécution de 12 mois.*
- *La pénalité sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.*

Article 6 - Modalités financières

6.1 - Forme des prix

Les prix sont réputés établis à la date limite de dépôt des offres. Il s'agit des prix initiaux figurant sur l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Ils ne peuvent comporter plus de deux décimales. Le taux de TVA, celui des autres taxes éventuelles et leur modalité de calcul doivent être indiqués dans l'offre de prix.

Les prix sont :

- unitaire et ferme pour la pose du système en début du marché (comprend la formation initiale),
- unitaire et révisable pour la location du système de détection incendie. L'assistance téléphonique, la maintenance préventive et corrective sont compris dans le prix de la location,
- unitaire et révisable pour les formations organisées hors formation initiale,
- unitaire et révisable pour la dépose,

6.2 - Contenu des prix

Ils comprennent :

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - toute documentation administrative ; - tous les frais généraux, charges sociales ; - tous les frais d'assurance et de garanties ; - les impôts, taxes fiscales et parafiscales en | <ul style="list-style-type: none"> vigueur ; - les frais de déplacement ; - les frais afférents au transport ; - les frais afférents au coût de la main d'œuvre. |
|--|--|

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix, établis en euros à l'unité réglementaire toutes taxes comprises, figurent au bordereau de prix unitaire.

6.3 – Révision des prix

A l'issue de chaque date d'anniversaire du marché, les prix sont révisables annuellement, sur demande écrite du titulaire, adressée à l'acheteur par courrier ou mail, dans un délai maximum d'un mois précédant la date d'anniversaire de notification du marché.

La demande de révision de prix du titulaire doit être accompagnée du BPU complété avec les nouveaux tarifs et des justificatifs à l'appui. Toute demande devra faire l'objet d'un argumentaire détaillé et être chiffrée. Toute demande non justifiée sera rejetée par l'acheteur.

En aucun cas les nouveaux tarifs ne devront être appliqués sans accord écrit de l'acheteur. La révision de prix sera formalisée par l'acheteur sous forme de décision.

Les prix sont révisés à 2 décimales :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 : la deuxième décimale est inchangée,
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 : la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

6.4 - Clause butoir

L'augmentation annuelle ne devra pas dépasser 3 % des prix de l'année précédente pour chaque révision.

6.5 - Forclusion

Le titulaire doit présenter les prix révisés à l'administration dans le mois précédant la date d'anniversaire de notification du marché. En cas d'absence dans le délai fixé, les prix resteront inchangés jusqu'à la prochaine révision prévue. Dans ce cas, aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

6.6 - Avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement des parties, une avance égale à 5% du montant toutes taxes comprises du bon de commande considéré (ou 30% pour une PME) est accordée au titulaire dans les conditions fixées par les articles L.2191-3, R-2191.3 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du bon de commande.

6.7 - Dématérialisation des factures

Le titulaire effectue l'envoi de ses factures en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel un kit de communication et de raccordement technique est disponible.

6.8 - Contenu des factures

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes (en l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée) :

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - la classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ; - le numéro de service exécutant : « D0410U5035 » ; - la domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'engagement des parties ; - le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ; - la référence interne correspondant au n°EJ | <ul style="list-style-type: none"> (engagement juridique) figurant sur la page de garde du marché ; - le numéro d'engagement du bon de commande, le cas échéant ; numéro du BL ; - le montant total hors taxes (HT) ; - le montant total toutes taxes comprises (TTC) ; - le numéro SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044. |
|---|--|

6.9 - Règlement du marché

Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué dans l'acte d'engagement (ATTRI 1). Le règlement des sommes dues s'effectue après exécution complète des livraisons et constatation du service fait.

Pour la prestation de location du système, le titulaire émet une facture mensuelle qui sera proratisée pour la dernière période de location en cas de bascule du système (cf. article 1.3.2)

6.10 - Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai de trente jours suivant la date de réception de la demande de paiement par le service exécutant, sous condition de service fait.

6.11 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai réglementaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

6.12 - Garanties

Aucune garantie financière ne sera appliquée.

6.13 - Nantissement – cession de créance

L'acheteur délivre sur demande du titulaire et sans frais les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance sera directement notifiée par l'établissement cessionnaire au comptable assignataire.

Article 7 - Clause de réexamen

Au cours de l'exécution du marché, des circonstances imprévisibles peuvent conduire vers une demande de clause de réexamen. Elle appartient aux deux parties. Elle doit être transmise par voie dématérialisée.

7.1 – Changement de matériel ou modification de l'installation

Cette clause de réexamen pourra s'appliquer dans les cas suivants :

- substitution d'un article lié à l'évolution de la réglementation en vigueur ou l'arrêt de production d'un matériel qui devait être remplacé. Le titulaire devra produire les justificatifs en lien avec cette évolution. Le nouvel article doit être conforme aux critères techniques demandés dans le CCTP,
- substitution d'un article demandé par l'ELOCA d'Angers en raison d'une insatisfaction liée à la qualité du produit qui ne permet pas une bonne exécution technique tel que c'est décrit dans le CCTP,
- évolution de l'installation.

Tout changement affectant le fonctionnement du système de détection incendie mis en place ou le changement de référence doit recueillir un accord écrit préalable de l'ELOCA d'Angers. Le titulaire devra transférer la mise à jour des fiches techniques. Un ordre de service (OS) sera émis par l'acheteur pour notifier ces modifications.

Après accord sur le produit ou le nouveau fonctionnement, le titulaire procédera à son installation. Des tests seront réalisés sur site et validés selon les dispositions expliquées à l'article 5 du CCP.

Pour toute nouvelle référence ou substitution d'article, le titulaire est tenu de transmettre à l'ELOCA d'Angers la fiche technique du ou des produits concernés.

- En cas de livraisons de produits de substitution, le prix de la location restera inchangé.
- Dans le cas où le besoin évolue de manière significative et nécessite des prestations ou fonctionnalités supplémentaires exigeant une modification substantielle de l'installation, le prix de la location ne pourra excéder 20 % du prix unitaire du marché. Le titulaire devra justifier son chiffrage.

7.2 – Révision de prix exceptionnelle

Une révision de prix exceptionnelle peut s'appliquer à l'initiative du titulaire ou de l'acheteur, hors période de date d'anniversaire du marché, dès lors qu'une variation de prix sur les matières premières présentes dans les fournitures est supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse).

Toute demande devra faire l'objet d'un argumentaire, être chiffrée et accompagnée de justificatifs.

- Une clause butoir spécifique à cette révision exceptionnelle est applicable : l'augmentation du prix de la location sur la période en cours ne devra pas dépasser 3 % des derniers prix en vigueur. Cette clause s'applique aussi sur les prix unitaires des matériels loués.

Article 8 - Litiges, différends

8.1 - Règlement amiable des différends

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation adressé au service acheteur conformément à l'article 46 du CCAG/FCS.

Si le différend persiste, l'acheteur et le titulaire privilégient le recours à un comité consultatif de règlement amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage. Le titulaire peut notamment saisir le médiateur des entreprises du ministère des armées. Point de contact : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr (09 88 68 19 25 ou 06 07 48 31 44).

8.2 - Contentieux

En cas de contentieux, le droit français est seul applicable. En cas d'échec des tentatives de règlement amiable, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer l'acheteur et le titulaire, même si ce dernier est étranger.

8.3 - Résiliation

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché, l'acheteur est fondé à résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

Article 9 - Démarche relations fournisseurs / RFAR

Depuis de nombreuses années, le ministère des Armées s'est engagé dans un parcours lui permettant de faire progresser ses pratiques responsables. Après avoir signé la Charte « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » en 2010 puis en 2021, il est labélisé « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400 délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats depuis 2014. Il encourage désormais le développement des bonnes pratiques en matière de RSE. A cet effet, le ministère des Armées invite ses fournisseurs à s'engager dans un parcours français d'achats responsables, en signant la Charte RFAR, et aboutissant, pour les plus engagés et les plus déterminés, à l'obtention du Label RFAR.

Le titulaire pourra informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la Charte RFAR ou l'obtention du Label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La Médiation des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) vous accompagnent dans cette démarche. Pour toute information, consultez le site internet <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> Contact : labelrfar@finances.gouv.fr.

Article 10 - Certification de bonne exécution de marche

Le ministère des Armées peut délivrer au titulaire du contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra, notamment, être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou la prestation attendu(e) n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités pour retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire.

Article 11 - Dispositif social du militaire blessé - Dispositif non obligatoire

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

➤ Modalités de mise en œuvre du dispositif social :

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Dès notification, l'acheteur transmet les éléments suivants à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance ;
- Coordonnées du titulaire

Le titulaire s'engage à communiquer à Défense Mobilité dans les trente (30) jours suivant la notification, et tout au long du marché en cas d'évolution, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;

- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

➤ Intervention de Défense mobilité :

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
 - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale;
 - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
 - de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
 - lors de la signature d'une convention de stage ;
 - de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

➤ Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé :

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

Article 12 - Dérogations au CCAG/FCS

L'article 2 : Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article 5 : Modalités de contrôle d'exécution / constatation de l'exécution des prestations déroge aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS.

L'article 5.5 : Modalités de contrôle d'exécution / pénalités pour retard déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

L'article 8.3 : Litiges-différends / résiliation déroge à l'article 42 du CCAG/FCS

2^{ème} partie – Cahier des Clauses Techniques Particulières

Article 13 - Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la location et la maintenance d'un système de détection incendie provisoire et démontable, incluant la pose et la dépose des fournitures, pour les infrastructures de l'Etablissement Logistique du Commissariat des Armées d'Angers (49).

Le présent CCTP fixe les exigences techniques relatives à la fourniture et l'entretien d'un système de détection incendie provisoire et démontable, dans le cadre de la lutte contre les incendies des infrastructures de l'ELOCA d'Angers.

Article 14 - Contexte

L'Etablissement Logistique du Commissariat des Armées d'Angers (ELOCA d'Angers) conditionne, stocke et distribue les rations alimentaires de combat (vivres opérationnels) pour le Ministère des Armées (MINARM).

Conformément au code de l'environnement et dans le cadre des attributions dévolues à l'inspection des installations classées (IIC) de la défense, une inspection des installations classées de l'ELOCA d'Angers a soulevé des non-conformités pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou à un impact sur l'environnement.

L'ELOCA d'Angers a demandé la mise en conformité de ses installations dans trois entrepôts d'une surface totale de 5 000 M2. Des travaux de mise en conformité font l'objet d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage par le Service d'Infrastructure de la Défense (SID), dont la date de réalisation n'est pas connue à la date de publication de ce présent marché.

Dans l'attente de la réalisation des travaux de mise en conformité par le SID, l'ELOCA d'Angers a mené des actions correctives à son niveau. L'établissement a installé un **système de sécurité incendie avec détection provisoire, dit « de chantier »**. Cet équipement permet de garantir une détection précoce d'un éventuel sinistre et ainsi favoriser une évacuation rapide et sûre du personnel et une action précoce des services de secours.

Dans ce contexte, il est nécessaire de lancer le présent accord-cadre afin d'installer un système de détection incendie en location et de pérenniser les achats d'ici une installation définitive par le SID.

L'objectif de l'ELOCA d'Angers est de sécuriser ses installations afin de maîtriser les risques et de garantir la santé et la sécurité de son personnel ainsi que des tiers contigus.

Article 15 - Adresse de livraison et correspondants

- Les prestations sont à effectuer sur le site de l'ELOCA d'Angers à l'adresse suivante :
88, avenue Jean Boutton
49130 Les Ponts de Cé.
- Les correspondants de l'ELOCA d'Angers sont communiqués dès la première prise de contact, après la notification du marché. En cas de changement en cours d'exécution, l'ELOCA d'Angers fera parvenir les nouveaux correspondants au titulaire.

Article 16 – Sécurité d’emploi, normes et réglementations

Le titulaire est tenu de respecter et d’appliquer les normes et les réglementations en vigueur liées à l’exécution de ce présent marché.

16.1 – Personnel

Le personnel du titulaire doit posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- au règlement intérieur de l'établissement contrôlé,
- aux prescriptions et mesures de sécurité applicables au site indiquées : soit en annexe du bon de commande, soit en annexe du plan de prévention.

16.2 – Matériel

D’une manière générale, le titulaire doit se référer aux notices d’entretien des constructeurs. Les matériels certifiés NF ou EN sont obligatoires.

16.3 – Système de détection incendie

Le titulaire a l’obligation de prendre en compte :

- les normes et réglementations en vigueur,
- toutes nouvelles normes, qui apparaîtraient au cours de l’exécution du présent marché, à la place de celles citées dans ce présent CCP,
- toutes autres normes que celles citées au CCP, et qui présenteraient un intérêt vis à vis des prestations contractuelles,
- toutes nouvelles législations ou règlements nationaux et européens.

16.4 – Devoir de conseil

Le titulaire est un expert dans le domaine de ce marché et, à ce titre, un devoir de conseil lui incombe. Pour ce faire, il doit informer et faire bénéficier tous les services et unités de toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relative aux fournitures et prestations, en précisant les références des textes et leur origine.

Il devra en informer l’ELOCA d’Angers. Ces modifications s’appliqueront selon les dispositions indiquées à l’article 7.1 du présent CCP (clause de réexamen).

16.5 – Principales références réglementaires

La liste ci-dessous donne les principales références nécessaires à la mise en œuvre du présent marché. Elle n’est pas exhaustive et doit le cas échéant être mise à jour et complétée par le titulaire au vu des modifications et/ou des évolutions réglementaires intervenues postérieurement à l’émission du présent document.

Le titulaire est tenu d’observer notamment :

- les spécifications du présent cahier des clauses techniques particulières,
- l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté du 05/12/16 modifié relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l’environnement soumises à déclaration (applicable jusqu'au 31/12/19 pour ce qui concerne les rubriques 4440, 4441 ou 4442),
- le code du travail applicable dans le domaine,

- les règles APSAD applicables dans le domaine, imposées par les assureurs, qui correspondent à la certification CNPP,
- NF S 61970 règles d'installation des systèmes de détection incendie (SDI) du 09/02/13.

Article 17 – Caractéristiques techniques du besoin

Le titulaire s'engage, selon la réglementation en vigueur et les exigences du CCTP, à assurer la disponibilité des éléments constituant le SSI. Il a l'obligation d'assurer la continuité de la fonction incendie. Pour ce faire, il doit remplacer provisoirement tout moyen momentanément indisponible dans les 48 heures maximums. En cas de non-respect des délais, le titulaire encourt une pénalité (article 5.5, délais d'intervention).

17.1 - Description générale

Le titulaire du marché doit être capable d'assurer les prestations suivantes :

- l'analyse du besoin et des risques identifiés,
- l'étude de conception conformément à la NFS 61970,
- le prêt et l'installation d'un système de détection incendie provisoire couvrant les bâtiments concernés par les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),
- les maintenances programmées et l'entretien de l'ensemble du système,
- les prestations de réparation (service illimité de reconditionnement des détecteurs) ou d'intervention hors entretien,
- le démontage du SSI en fonction de l'état d'avancement de la mise en conformité des ICPE,
- l'assistance téléphonique 24/24 et 7 jours sur 7,
- la formation du personnel à l'exploitation du SSI à la phase dépose et une fois par an pour les nouveaux agents de l'ELOCA d'Angers.

17.2 – Mise en place du système

17.2.1 - Visite initiale du site

Dès la notification du marché, le service bénéficiaire organise la prise de contact avec le titulaire, en vue de déclencher la visite initiale pour recueillir les données nécessaires aux interventions « terrain » et programmer l'inspection commune préalable exigée par le code du travail qui pourra conduire à la rédaction d'un plan de prévention.

La visite initiale ne requiert pas de bon de commande. Sa planification est conjointement convenue entre le responsable incendie du service bénéficiaire, le chargé de prévention et le représentant du titulaire.

Lors de la visite le titulaire et le bénéficiaire réalisent l'inventaire exhaustif du matériel existant. Le titulaire s'assure de l'associativité de ses équipements avec les systèmes en place (prise en charge du compartimentage, notamment).

17.2.2 - Etude de conception

A l'issue de la visite initiale, le titulaire réalise une étude de conception conforme à la NFS 61970 incluant des dispositifs de surveillance des MODULAS (système de conditionnement de l'ELOCA : armoires verticales de stockage) par caméras d'analyse d'images afin de permettre une détection précoce de tout sinistre. Le bénéficiaire validera cette étude.

17.2.3 – Pose initiale du système

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment l'enlèvement des emballages et produits en excès, le matériel et les équipements (manutention, échafaudages, plates-formes) pour réaliser les interventions, le nettoyage du chantier, la mise en place de dispositifs de protection et de sécurité pour les personnels du titulaire et ceux du site concerné. Il fixera avec l'ELOCA d'Angers la date d'installation du SSI, programmée pendant la semaine 51.

Le titulaire réalisera des essais de bon fonctionnement à l'issue de la pose du SSI afin de s'assurer de la précocité de la détection, de la diffusion et de la transmission conformes de l'alarme.

La pose du système ne devra pas dépasser 5 jours ouvrés maximum et s'effectuera en site occupé. En cas de non-respect des délais, le titulaire encourt une pénalité (article 5.5, délais d'intervention).

17.3 – Spécifications techniques particulières

Le titulaire fournira obligatoirement un matériel fonctionnant par transmission radio, comprenant au minimum les éléments suivants :

- un équipement de contrôle et de signalisation de catégorie A adressable certifié NF,
- des déclencheurs manuels adressables,
- une solution de transmission d'alarme par SMS et email,
- des détecteurs optiques de fumées,
- une surveillance des détecteurs par l'ECS permettant le signalement de toute perte de connexion,
- 2 caméras d'analyse d'images (détection des « MODULAS »).

17.4 – Location du système

Le titulaire propose une solution de location reconductible à chaque bon de commande. Elle comprend la location du matériel, sa maintenance préventive et corrective et l'assistance téléphonique.

17.5 – Maintenance du système

La maintenance des équipements sera réalisée par un personnel compétent selon les dispositions prévues dans la norme NFS 61933 de septembre 2011.

En dehors des interventions périodiques (maintenances programmées), le titulaire s'engage à intervenir sous 2 jours ouvrés maximum dès appel téléphonique (confirmé par courriel) pour toute réparation sur les matériels dont il assure l'entretien.

Les périodes d'intervention du titulaire doivent se tenir pendant les heures d'ouverture des sites. Les horaires d'intervention dans le cadre de la maintenance sont de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Les interventions non périodiques exécutées pour remettre en état de fonctionnement les matériels portatifs et mobiles de lutte contre l'incendie suite à un dysfonctionnement, à une détérioration accidentelle ou une utilisation pour combattre un sinistre, sont identifiées, dans les documents du présent accord-cadre, sous le vocable « réparation ».

17.6 – Formation du personnel de l'ELOCA d'Angers

Le titulaire doit être en mesure de proposer, in situ, une formation théorique et pratique, réalisée par un personnel compétent, conformément à la norme NFS 61931 de février 2014 afin de permettre un accès de niveau 2 sur la centrale SSI.

Une attestation de formation sera délivrée par le titulaire à chaque participant en fin de session.

Le titulaire devra organiser des formations :

- à l'issue de la pose du système,
- à la demande de l'ELOCA d'Angers en cas d'arrivée de nouveaux arrivants, après l'installation d'une nouvelle fonctionnalité ou évolution du système, ou pour une remise à niveau annuel des personnes déjà en postes. Cette demande se fera par l'émission d'un bon de commande. Le nombre de personnes à former sera précisé dans le bon de commande (8 personnes maximum par session).

17.7 – Pose et dépose du système pendant la phase d'exécution du marché

La pose ou la dépose des éléments du SSI installé par le titulaire peut être consécutive :

- à une opération de maintenance proposant le déclassement de l'appareil et son remplacement,
- à un besoin nouveau,
- suite à une évolution des conditions de stockage,
- etc...

Au titre de cette prestation, le titulaire assure :

- l'enlèvement sur place de chaque élément à remplacer,
- la fourniture et pose des éléments y compris leurs supports,
- la rédaction d'un rapport d'intervention si le remplacement n'est pas consécutif à une opération de maintenance.

La livraison et l'installation des matériels a lieu après prise de rendez-vous avec le responsable désigné du service bénéficiaire.

17.8 – Dépose totale du système

Le titulaire assure la dépose totale du système. La dépose s'effectue lorsque le passage définitif au système permanent sera effectif. Une prise de rendez-vous sera définie entre l'ELOCA d'Angers et le titulaire. Cette prestation fera l'objet de l'émission d'un bon de commande.

La dépose du système ne devra pas dépasser 5 jours ouvrés maximum et s'effectuera en site occupé

17.9 – Documentations obligatoires

17.9.1 – Plan de prévention :

A l'issue de la visite initiale, qui peut durer plusieurs jours, un rendez-vous formel sera fixé afin que le titulaire et le chef d'organisme bénéficiaire signent conjointement le plan de prévention.

Une fois par an, le titulaire prendra contact avec le chargé de prévention de l'organisme bénéficiaire, minimum 15 jours avant la date programmée de début d'intervention, pour programmer la date d'inspection commune préalable exigée aux articles R. 4512-2 et suivants du code du travail.

17.9.2 – Protocoles de chargement et déchargement :

Le protocole de chargement / déchargement est conjointement établi par le service bénéficiaire et le titulaire (document à fournir par le chef d'organisme bénéficiaire et à remplir par le titulaire).

17.9.3 – Autorisation d'accès au site :

cf. l'article 3.3 du présent CCP.

17.9.4 – Registre de sécurité :

Toutes les opérations de maintenance et de réparation des matériels portatifs et mobiles de lutte contre l'incendie doivent être consignées sur le registre de sécurité du service bénéficiaire. Dans le cas où ce dernier serait absent ou inadapté, le titulaire mettra en place, après accord du chef d'organisme bénéficiaire, un nouveau registre reprenant toutes les informations connues sur l'ensemble des matériels dont il a la charge.

17.9.5 – Rapport d'intervention :

Le titulaire fourni à l'ELOCA un compte rendu succinct immédiat d'intervention lors de chaque passage. Un rapport d'intervention complet doit également être fourni, sous un délai maximum de 15 jours calendaires.

ANNEXE 1 au CCP – Fiche incident

UTILISER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUT INCIDENT

Location et maintenance d'un système de détection incendie provisoire et démontable pour les infrastructures de l'Établissement Logistique du Commissariat des Armées d'Angers (49).

Nom de l'organisme :

Site concerné :

N° du marché :

Date du marché :

DESTINATAIRES :

- pour transmission à la PFC-O, section relation clients :

pfc-ouest-dap-bma-cem.charge-soutien.fct@intradef.gouv.fr

MOTIF	OBSERVATIONS EVENTUELLES Détail précis du ou des incidents, indiquer si une remarque verbale ou écrite a été faite au prestataire, « à titre d'information » ou « pour action » (pénalités)
Assistance téléphonique	
Délais	
Autres motifs	

-et Copie à Monsieur le Directeur de la Société,

(cette fiche doit être transmise aux différents destinataires dans les 48 heures suivant le constat)

A , le

Nom et signature du représentant de l'administration